

Sondages 2022 : cette énorme claque envoyée par les Français à tous les concurrents d'Emmanuel Macron



La confiance des Français vis-à-vis du gouvernement pour gérer la crise du Covid est au plus bas et pourtant Emmanuel Macron se maintient en tête et/ou fait quasiment jeu égal avec Marine Le Pen pour les intentions de vote du premier tour 2022.

Avec Vincent Tournier

Avec Christophe
Boutin

Atlantico.fr : Lors du dernier sondage Ifop pour le JDD et Sud Radio publié le dimanche 4 octobre, Emmanuel Macron affiche toujours une stabilité extraordinaire dans les intentions de vote au premier tour. Comment Emmanuel Macron arrive-t-il à infliger un camouflet à ses opposants alors que la confiance vis-à-vis du gouvernement est au plus bas ?

Vincent Tournier : Ce sondage confirme qu'Emmanuel Macron a de la ressource. On a tendance à le sous-estimer parce qu'il est jeune, qu'il a suscité de nombreuses polémiques avec ses phrases à l'emporte-pièce, ou encore parce qu'il est profondément détesté par une partie de la population. Mais tous ces éléments ne doivent pas conduire à nier son talent politique, qui est bien réel.

Il faut en effet mesurer l'ampleur des menaces qu'il a réussi à conjurer : il a en effet traversé deux crises majeures, d'abord celle des Gilets jaunes, puis celle du coronavirus. Or, face à ces deux crises, il a réussi à rebondir. Si on regarde la moyenne des courbes de popularité, [c'est-à-dire en faisant la synthèse de tous les baromètres](#) on voit qu'Emmanuel Macron est passé par trois grandes phases : d'abord une dégringolade massive après son élection, puis une première remontée à partir du début de l'année 2019, enfin une seconde remontée depuis le printemps 2020. Or, ces deux phases de remontée ont une origine : la première correspond à la sortie de la crise des Gilets jaunes, lorsqu'Emmanuel Macron a su jouer habilement sur deux registres complémentaires (la fermeté face aux violences, le dialogue avec le lancement du grand débat national), la seconde correspond à la gestion de l'épidémie avec des mesures certes discutées et contestées mais qui ont globalement permis au pays de traverser cette épreuve dans des conditions honorables. Par ailleurs, depuis la sortie du confinement, le président a pour stratégie de saturer le débat public en annonces diverses sur deux volets : un volet socioéconomique avec les mesures d'accompagnement destinées aux secteurs en difficulté, et un volet sécuritaire avec les débats sur l'ensauvagement et le séparatisme. Bref, il ne laisse aucun espace à la gauche et à la droite. Dans cette stratégie tous azimuts, la gauche et la droite gouvernementales n'ont aucun moyen de se faire entendre. Même le Rassemblement national peine à trouver sa place.

Christophe Boutin : Le premier élément à prendre en compte je crois, et à rappeler une nouvelle fois, est que les sondages qui sont aussi éloignés dans le temps – nous sommes plus d'un an et demi avant l'élection présidentielle de 2022 - n'ont qu'une valeur toute

relative. Ils nous disent certes des choses, mais il serait périlleux d'y lire avec certitude notre avenir politique. Notons aussi que, le sondage en question ayant envisagé plusieurs hypothèses, avec des candidats différents présents ou non, on se base en fait sur des fourchettes, et avec un écart de quatre points entre les hypothèses basse et haute.

Pour autant, ces résultats sont intéressants, et ce qui est sans doute plus important que la perspective de 2022, c'est de remarquer la stabilité du paysage politique français depuis 2017. Il semble en effet toujours partagé en 2020 en quatre parties sensiblement égales, quatre quarts, dont deux sont rassemblés derrière une personnalité unique, les électeurs d'Emmanuel Macron et ceux de Marine Le Pen, quand les deux autres quarts, ceux des électeurs situés à la gauche de LREM et entre LREM et le RN, sont eux divisés entre plusieurs courants. Ajoutons que, même si dans chacun des deux derniers blocs, une personnalité plus importante que les autres se dégage de manière assez nette – plus ou moins selon les hypothèses envisagées –, à droite, le candidat des Républicains reste en dessous du score obtenu par François Fillon au premier tour de la présidentielle de 2017, et, à gauche, Jean-Luc Mélenchon ne parvient pas à retrouver son score de l'époque.

Cette stabilité nous interroge quant à l'évolution que l'on croit souvent déceler de l'électorat d'Emmanuel Macron. Un électorat ancré au centre-gauche en 2017 - et le score du Parti socialiste l'avait alors bien montré – mais dont certains pensaient qu'il s'était écarté du chef de l'État, critiquant la politique suivie depuis trois ans, censée représenter un « glissement » sinon un « dérapage » à droite quand, parallèlement, la gestion présidentielle des crises, de celle des Gilets jaunes à la crise sanitaire du Covid, aurait permis à ce dernier de séduire une part de l'électorat de droite de 2017. C'est cette évolution que vient remettre partiellement au moins en cause le sondage que vous évoquez, puisque les grands équilibres ne sont finalement pas touchés, le score global des candidats de gauche n'augmentant pas de manière notable quand celui des candidats de droite ne diminue pas de manière spécifique non plus.

Plus étonnant, on note par rapport à 2017 une progression des petits candidats clairement affirmés à droite, Jean Lassalle ou Nicolas Dupont-Aignan, et une baisse du candidat LR, nous l'avons dit, par rapport au score de François Fillon. On peut penser qu'une partie conservatrice de l'électorat de ce dernier est maintenant prête à se porter sur des candidats qui partagent plus clairement leurs valeurs que les Xavier Bertrand, Valérie Pécresse ou François Baroin. Mais on est surpris alors de constater que des candidats LR plus à droite, comme Bruno Retailleau, n'arrivent pourtant pas à tirer leur épingle du jeu – un tiers seulement des anciens électeurs de François Fillon se retrouvant derrière lui. Cela montre l'ampleur des clivages qui existent au sein de l'électorat LR entre conservateurs et centristes

Avec tous ces éléments, et même si la confiance en sa politique est effectivement faible - on rappellera que le tableau de bord IFOP montre que 38 % des Français seulement approuvent la politique menée par le Président, le seul domaine dans lequel il obtient plus de 50 % des Français étant de « bien défendre les intérêts de la France à l'étranger », comme quoi les présidents ont raison de jouer la carte internationale - Emmanuel Macron continue de s'imposer, au moins par défaut : d'une part, parce qu'il fait face à des oppositions divisées ; d'autre part, parce que ces dernières peinent à présenter un front cohérent contre sa politique, celle de droite séduite sur le plan économique, celle de gauche par les réformes sociétales ; enfin, parce qu'il n'est pas concurrencé par une personnalité qui puisse s'inscrire dans une dimension de rassemblement large au centre de l'échiquier politique. Et il aurait été intéressant de voir, parmi toutes ces hypothèses, celle d'un candidat interne à cette mouvance, non pas un François Bayrou, définitivement démonétisé, mais plutôt un Édouard Philippe, qui semble disposer d'une importante cote de confiance.

Pour les intentions de vote au premier tour de la présidentielles 2022, Marine Le Pen réussit à se maintenir à flot contrairement aux autres opposants. À quoi est dû un tel maintien dans les sondages ?

Vincent Tournier : Effectivement, Marine Le Pen est la seule qui parvient à se qualifier au second tour aux côtés d'Emmanuel Macron. Dans tous les scénarios qui sont testés par ce sondage, aucun des candidats de droite et de gauche ne parvient à aller jusque-là, même dans l'hypothèse d'une candidature unique de la gauche. A droite, Xavier Bertrand atteindrait au mieux 16%, ce qui montre au passage l'importance de la candidature de Nicolas Dupont-Aignan puisque celui-ci est crédité d'un score honorable de 5-6%. Les stratèges de la droite doivent donc cogiter sérieusement pour savoir comment récupérer ces voix, seule manière de changer la donne.

Cela étant, dans le cas de Marine Le Pen, si celle-ci est toujours en position de force, elle continue d'être dans une situation compliquée. D'un côté, elle est très bien placée puisqu'elle est systématiquement qualifiée pour le second tour, parvenant même à finir en tête du premier tour dans la plupart des scénarios ; mais de l'autre, elle ne parvient pas à creuser l'écart par rapport à ses scores habituels, ce qui serait la seule manière pour elle d'espérer une victoire au second tour. Son problème est donc toujours le même : comment échapper à la malédiction du second tour. La réponse se trouve [dans un autre sondage de l'IFOP](#), consacré celui-ci à l'image comparée de Marine Le Pen et de Jean-Luc Mélenchon. Ce sondage montre bien les forces et les faiblesses de sa candidature. Par rapport à Jean-Luc Mélenchon, elle bénéficie d'une nette avance sur certains points : d'une part elle convainc davantage qu'elle a des solutions pour sortir le pays de la crise, d'autre part elle bénéficie d'une meilleure stature présidentielle. Mais le revers de la médaille est qu'elle continue d'être jugée « inquiétante » par une grande majorité d'électeurs (60%), davantage que pour Jean-Luc Mélenchon (54%).

Bref, ces informations doivent placer ses soutiens dans l'expectative. Marine Le Pen est une excellente candidate du 1^{er} tour, mais elle n'a aucune chance pour le second tour. En même temps, qui peut prétendre avoir les épaules suffisamment solides pour prendre sa place et envisager de faire mieux qu'elle au second tour ?

Christophe Boutin : Effectivement, alors que beaucoup pariaient sur l'effondrement de Marine Le Pen après la présidentielle de 2017, les sondages nous ont l'un après l'autre confirmé son maintien, sinon sa progression, l'actuel lui donnant une fourchette supérieure en nombre de voix à ce qu'elle avait obtenu alors. Le résultat est que, sur les 11 hypothèses évoquées dans ce sondage, Marine Le Pen arrive en tête du premier tour... dans neuf d'entre elles.

Premier élément d'explication, la thématique classique de son parti, l'accent tout particulier porté sur la question de l'immigration, reste au cœur des interrogations des Français. Elle se trouve liée à leurs inquiétudes sécuritaires : sécurité physique, bien sur, avec la thématique de « l'ensauvagement » ; sécurité culturelle, à laquelle le dernier discours d'Emmanuel Macron contre le « séparatisme » est bien loin d'apporter une réponse ; sécurité économique enfin, quand, malgré la crise majeure attendue comme conséquence de la crise sanitaire, les rapports se font plus insistant sur la dilapidation des acquis sociaux des Français au profit d'autres populations.

Or il y a peu de partis qui ont eu des positions claires en ce domaine, et les électeurs font sans doute bénéficier le RN et sa dirigeante de son antériorité : Nicolas Dupont-Aignan, dont on rappellera qu'il avait appelé à voter Marine Le Pen au second tour de la présidentielle de 2017, s'il progresse par rapport à cette date, ne représente qu'entre un quart et un cinquième des voix réunies par le RN.

Par ailleurs, en sus d'être peu concurrencée de l'extérieur, Marine Le Pen ne fait pas face à une opposition ou des divisions internes, mais maîtrise pleinement son parti. Enfin, on peut se demander si la relative discrétion dont elle fait preuve ne lui profite pas, soit parce qu'elle évite d'être présentée comme trop « clivante » à ceux qui pourraient être tentés de la rejoindre... soit, au contraire, parce que cela évite de voir que son discours évolue et s'éloigne parfois de certaines de ses bases initiales.

Avec des opposants aux oubliettes, on peut se questionner sur le manque d'efficacité que les Français prêtent aux concurrents du président. Quel regard portent les Français sur l'opposition ? Est-il impossible pour eux de monter dans la cour ?

Vincent Tournier : Il faut admettre que les partis traditionnels ne sont pas encore sortis de la déflagration produite par le phénomène Macron en 2017. Aucun n'a réussi à se remettre en selle, aucun n'est parvenu à mettre sérieusement en difficulté le président de la République. Quoiqu'on pense d'Emmanuel Macron, on doit reconnaître qu'il a accompli un véritable tour de force : il a réussi à recomposer totalement l'échiquier politique en le faisant basculer d'un système bipolaire, organisé autour de deux blocs antagonistes, à un système tripolaire dans lequel il parvient à occuper une place pivot en laissant d'un côté un bloc de gauche dominé par sa frange radicale (LFI) et de l'autre un bloc de droite un peu plus équilibré entre l'UMP et le RN. Notons au passage que cette situation lance un défi à la science politique parce que, jusqu'à présent, il était convenu que le système présidentiel de la Vème République devait mécaniquement produire une bipolarisation partisane. Cela nous rappelle qu'il faut toujours se défier des certitudes.

Cela étant, ce qu'il faut surtout signaler, c'est qu'en restant au centre de l'échiquier politique et en continuant d'apparaître comme le probable vainqueur de la prochaine présidentielle, Emmanuel Macron place une grande partie du personnel politique dans une situation délicate. Les médias ont beaucoup parlé des députés LREM qui prennent leur distance, ce qui laisse entendre que le parti présidentiel est finalement en pleine déliquescence. Or, on peut faire le pari que, d'ici 2022, nombreux sont ceux qui vont rentrer au bercail parce que, pour l'heure, c'est toujours Emmanuel Macron qui a le plus de chances de rafler la mise. Du reste, le problème va se poser aussi pour un certain nombre de gens qui sont à l'UMP ou au PS : est-il raisonnable pour eux de s'engager aux côtés d'un Xavier Bertrand ou d'une Anne Hidalgo en sachant que leurs chances sont faibles ? N'ont-ils pas plutôt intérêt à rejoindre le parti présidentiel ? De ce point de vue, l'année 2021 sera très intéressante à suivre car elle va certainement s'accompagner de recompositions partisanes très fortes.

Christophe Boutin : Le problème de l'élection présidentielle en France sous la Cinquième république est que « la cour », comme vous dites, est un espace restreint qui est en fait réservé aux deux joueurs arrivés en tête. Et là, effectivement, le différentiel entre les deux candidats de tête de ce sondage, Marine Le Pen et Emmanuel Macron et ceux de leurs rivaux potentiels qui pourraient les menacer est important. : au moins cinq points de plus par rapport au candidat de la droite le mieux placé, Xavier Bertrand, et au moins 11 pour le candidat de la gauche dans la même position, Jean-Luc Mélenchon.

Que la gauche soit unie ou divisée, il semble au vu de ce sondage, qu'à l'heure actuelle il lui serait bien difficile d'espérer figurer au second tour de l'élection présidentielle : le centre-gauche ex-socialiste, cette gauche ralliée à la mondialisation, reste fidèle à Macron. Il n'est même pas certain, au vu du rejet manifesté par une partie de l'électorat LR à l'encontre de Marine Le Pen, comme de la volonté naturelle qu'auront leurs électeurs d'empêcher aussi l'arrivée au pouvoir de cette dernière, que les partis de gauche aient à jouer un grand rôle dans l'entre-deux tours.

On pourrait faire la même remarque pour la droite LR. Elle compte sans doute sur le poids des autres candidats de droite comme Nicolas Dupont-Aignan ou Jean Lassalle pour grignoter l'électorat lepéniste et, ainsi, lui permettre d'accéder au second tour - beaucoup plus en tout cas que sur le retour de ses anciens électeurs devenus macronistes. Mais, d'une part, l'électorat de Marine Le Pen est sans doute moins volatile que celui de Lionel Jospin en 2002, qui s'était porté sur d'autres candidats d'une gauche éclatée, Jean-Pierre Chevènement ou Christiane Taubira par exemple, écartant ainsi le Parti socialiste du second tour et permettant la réélection de Jacques Chirac. Et, d'autre part, on aura noté que la progression de Nicolas Dupont-Aignan et Jean Lassalle entre 2017 et 2020 ne s'est pas faite aux dépens de Marine Le Pen, qui progresse dans les mêmes proportions... mais de LR.

Autant d'éléments, on le comprend, qui rassurent l'Élysée.